



Madame la Présidente

Les Organisations syndicales ont appris le 6 juin par la presse votre projet de restructuration géographique.

Cette méthode illustre bien ce qu'entendent la DGFIP et le gouvernement lorsqu'ils invoquent leur «volonté réelle de concertation».

Le ministre doit sans doute vous féliciter d'avoir respecté en tout point le pas à pas du guide « Darmanien » des restructurations.

Il conviendra désormais d'inscrire la DGFIP dans le guide du routard face à la multiplicité des points d'accueil et de sites dits de proximité que vous proposez aux élus à grands renforts de propagande.

Quelle piètre opinion aviez-vous d'eux - et de nous, agents - pour penser que nous serions dupes ?

Comment pouvez-vous participer à ce fossoyage en règle de la DGFIP ?

Vous abandonnez le secteur public local en le privant de trésoreries de proximité qui assurent au quotidien le paiement des dépenses des collectivités locales , le recouvrement des recettes de ces mêmes collectivités et le conseil budgétaire, financier et fiscal apprécié des élus locaux.

Vous participez au recul sans précédent de l'accueil des usagers qui, pour obtenir un renseignement, devront désormais utiliser leur véhicule, s'ils sont motorisés, ou plus vraisemblablement se connecter à leur compte fiscal ou contacter des centres d'appel surchargés qui ne pourront répondre aux sollicitations dans des délais raisonnables.

Vous ne faites rien pour assurer aux agents des Finances des conditions de travail dignes de ce nom. Nous vous avons pourtant alertée dès votre arrivée qu'ils ne sont plus en capacité de remplir correctement leurs missions et, malgré cela, vous continuez à accompagner les suppressions d'emplois et la destruction de notre service public.

Nous dénonçons également le mépris et le cynisme de notre ministre Gérald Darmanin.

Il n'hésite pas à stigmatiser la faible amplitude des heures d'ouverture des trésoreries pour justifier leur suppression, alors qu'il est lui-même responsable de cette situation.

Il a également supprimé des trésoreries à 2,3 ou 4 agents uniquement sous prétexte de leur taille critique mais souhaite aujourd'hui les remplacer par des Maisons France Services avec un effectif équivalent voire inférieur.

Il ment aux élus en leur promettant un meilleur accueil fiscal de proximité alors que les suppressions d'emplois dans notre administration vont continuer au même rythme.

Et que penser de sa déclaration sur la pérennité du réseau concernant la période 2022-2026 ?

Notre ministre aurait-il une boule de cristal ou bien simplement perdu le nord dont il est originaire?

L'intersyndicale rejette en bloc tout projet de géographie revisitée.

Par ses nombreuses actions et journées de grève, les agents du département ont démontré leur opposition et leur mobilisation.

Déjà de nombreux élus du département ont voté une motion demandant le retrait du projet de géographie revisitée.

De même, les Conseil Régionaux de Nouvelle Aquitaine et d'Occitanie ont suivi le même mouvement.

Face à cette vague de protestations de vos agents et des élus de tous bords, comment pouvez-vous ne pas douter de la pertinence d'un tel projet ?

Nous vous remettons ce jour les pétitions signées par les agents demandant le retrait du plan Darmanin et l'arrêt des suppressions d'emplois. 35 000 en 20 ans cela suffit !